

817966

ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE,
PLUS QU'UN PROJET,
UN ETAT D'ESPRIT.

CLIMAN
ENERGIE

Jusqu'à 2 300 €
de gain annuel net garanti pendant 20 ans !

Démarches administratives
Autofinancement total et sans apport
Panneaux de technologie allemande CENTROSOLAR

www.climan.fr N° Indigo 0820 201 173

OM-PSG

Les vérités sur 6 heures de violences P. 5/22

La Provence

MARDI 27 OCTOBRE 2009

MARSEILLE

www.laprovence.com / 0,90€
POUR JOINDRE LA REDACTION : 04.91.84.45.45

NOTRE INVITÉ



Jean-Michel Jarre
rédacteur en chef

Le musicien est venu commenter
une actualité très chargée P. 33

Incidents à Cadarache : ce n'est qu'un début

Le démantèlement d'installations vieilles de 40 ans réserve
des surprises. D'où la vigilance de l'autorité nucléaire P. 2 ET 3

Ces taxis appuient sur la pédale



Huit vélos-taxis vont faire leur apparition dans le centre-ville dès aujourd'hui. / PHOTO ÉDOUARD COULOT

P. 7

De plus en plus de cas de grippe A

La région est au début du
phénomène épidémique,
selon les médecins P. 29

Un trafic de faux dinars démantelé

Six Marseillais, soupçonnés
d'avoir commandité le
trafic, interpellés P. 30

Régionales: Mariani "sans état d'âme"

Le député du Vaucluse, qui
conduira la liste UMP en mars
prochain, se confie P. 28

0 20306 - 1027 - 0,90 € - 0



CAHIER 1 - N° 4518



Récompense Avec Echati et Fatou, nos cités ont du talent

Echati Hadji et Fatou Boina ont lancé leur
marque de vêtement "Vaya Creya". Première
consécration, elles ont reçu au Sénat le prix
régional de Talents des Cités. / PHOTO CYRIL SOLLIER P. 8

Insolite Ils vont aux assises comme au spectacle

Les procès criminels ont leur public.
Rencontres avec ces fidèles de la cour pour
qui "les assises, c'est mieux que les Feux de
l'amour".

DERNIÈRE PAGE

NUCLÉAIRE / Le site qui a lancé un programme de rénovation de ses installations expérimentales a déclaré six anomalies

Incidents en chaîne à Cadarache :

Par **Hervé Vaudoit et Jean-Luc Crozel**
redaction@laprovence-presse.fr

La multiplication des incidents sur le site d'expérimentations nucléaires de Cadarache - 6 depuis mars 2009 -, inquiète et rassure à la fois.

L'inquiétude, c'est l'apparente désinvolture avec laquelle le CEA tient la comptabilité des matières radioactives - extrêmement dangereuses - qui entrent et sortent de ses ateliers. L'incident déclaré le 6 octobre à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) est à ce titre révélateur. Alors qu'il devrait savoir au gramme près quelles quantités de plutonium il possède dans ces installations, le CEA s'est juste trompé d'une trentaine de kilos dans l'estimation des volumes de poussières radioactives encore présentes dans les boîtes à

gants de son Atelier de technologie du plutonium (ATPu), en cours de démantèlement.

L'inquiétude, c'est aussi le communiqué de la CGT de Cadarache, où le syndicat explique que l'incident de l'ATPu "n'a pas surpris les salariés qui travaillent sur cette installation". Il rappelle en outre que ses représentants avaient "alerté les directions du CEA et d'Areva à maintes occasions (...) sur l'organisation du travail dans cet atelier", estimant que "les objectifs de production dictés par la rentabilité financière (...) sont souvent incompatibles avec ceux de sécurité et de sûreté".

L'inquiétude, c'est enfin ce nouvel incident portant sur un écart d'estimation à propos de la présence d'une quantité de matière nucléaire dans une installation en cours de modernisation. À savoir la station

de traitement, d'assainissement et de reconditionnement Star (La Provence d'hier).

Ce qui rassure malgré tout, c'est la rapidité avec laquelle l'ASN a rendu publics les incidents constatés à l'ATPu et sur Star. Sans préjuger des suites que les autorités donneront à ces deux affaires, on peut ainsi espérer que cette pression exercée sur les exploitants des installations nucléaires les conduira rapidement à plus de vigilance.

Ce d'autant que le site de Cadarache a mobilisé 2 milliards d'euros sur 8 ans afin de se tourner vers le futur. Pour cela il lui faut se moderniser en démantelant ou en remettant aux normes ce qui a été mis en place il y a 30 ans et plus. Les chantiers actuels et les incidents qui en découlent montrent combien on peut s'attendre à d'autres surprises. ■



► Le site qui vient de fêter ses 50 ans est un des piliers de la recherche dans le domaine du nucléaire à usage civil. / PHOTO SERGE MERCIER

PETIT LEXIQUE

► **Réacteur.** Installation qui permet d'obtenir des réactions de fission en chaîne pour produire de l'énergie.

► **Uranium.** Métal lourd radioactif dont l'industrie nucléaire utilise un isotope fissile. En version enrichie, sa teneur de 0,72 % est par exemple portée à 3,5 %.

► **Isotope.** Formes d'un même élément dont les noyaux sont identiques, mais qui n'ont en revanche pas le même nombre d'électrons.

► **Plutonium.** Cet élément n'existe pas à l'état naturel. Il est produit dans un réacteur nucléaire à partir d'uranium 238.

► **Criticité.** Seuil de déclenchement d'une réaction.

CENTRE EXPÉRIMENTAL

Inauguré en 1963, il s'étend sur 1 670 hectares, dont 870 clôturés. Sa mission est d'accueillir des piles

LE SITE EST UN BANC D'ESSAI POUR L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE FRANÇAISE



► Le réacteur Tore Supra qui est l'antichambre du programme Iter est une des stars du site de Cadarache. / PHOTO SERGE MERCIER

Le site de Cadarache, situé dans la vallée de la Durance, est par son importance le second des neuf que possède le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), après celui de Saclay. Décidé pour soutenir le développement du programme nucléaire civil français, le choix a été arrêté en 1958 de l'installer sur un domaine de 1 670 hectares appartenant à l'État depuis 1919.

Atout principal du lieu : un sous-sol rocheux stable, capable d'abriter des installations sensibles et lourdes. C'est donc sur ce territoire égal à deux fois la superficie de la Principauté de Monaco et plus spécifiquement sur 870 hectares clôturés, que le centre va développer ses compétences.

En 50 ans, Cadarache est donc devenu le pilier de la recherche hexagonale dans le domaine

de l'industrie nucléaire. "C'est un véritable centre de compétences", résume Serge Durand, son directeur. Pour effectuer ses travaux, le centre a affirmé sa vocation expérimentale. Promu "ban d'essais" du CEA, il a vocation à accueillir sur son sol les grandes piles expérimentales qui vont ouvrir la voie aux réacteurs surgénérateurs RNR et permettre par la même occasion de développer la propulsion nucléaire destinée aux sous-marins.

C'est ainsi qu'à compter des années 60, les premiers réacteurs prototypes sortent de terre. Pile Azur, atelier de technologie du plutonium - celui épinglé par l'ASN le 6 octobre dernier -, Laboratoire d'examen des combustibles actifs (le Leca est la station de traitement où le CEA a découvert et déclaré un excédent d'uranium faible-

ment enrichi) : Cadarache va engranger les outils utiles à la construction du nucléaire français. Une mission qui se poursuit aujourd'hui encore, avec notamment les recherches qui sont lancées pour mener à bien la réalisation des réacteurs de 4^e génération. Cadarache travaille toujours sur les réacteurs des sous-marins et des porte-avions. Il forme aussi les équipages à leur conduite. Enfin, Cadarache qui avec le réacteur expérimental Tore Supra a permis le choix du projet Iter, devient aussi un haut lieu de la recherche sur la fusion nucléaire. C'est aussi sur son sol que le réacteur Jules Horowitz est en cours de construction. À compter de 2014, il permettra de tester de nouveaux matériaux et de produire des isotopes pour le monde médical. ■

J.-L.C.

**ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE,
PLUS QU'UN PROJET,
UN ÉTAT D'ESPRIT.**

CLIMAN
ENERGIE

Jusqu'à 2 300 €

de gain annuel net garanti pendant 20 ans !

Démarches administratives
Autofinancement total et sans apport
Panneaux de technologie allemande CENTROSOLAR

www.climan.fr

N° Indigo 0820 201 173
0,15 € TTC / MN



LA RÉACTION DE JEAN-MICHEL JARRE

"Les incidents qui se sont produits à Cadarache illustrent toute l'ambiguïté du nucléaire. Le nucléaire est une énergie propre mais elle fait peur. Chacun a inconsciemment au fond de lui le souvenir de Tchernobyl, la peur d'Hiroshima, la crainte diffuse des radiations. D'où des questions. Pour enlever cette peur, il faut plus de transparence. Mais il sera difficile d'enlever cette appréhension tant la confusion dans les esprits est grande en raison, aussi, des déchets nucléaires. Il a fallu bien trop de temps pour régler ce problème. Certains pensent à les envoyer dans l'espace. Je ne crois pas que ce soit la bonne solution. Plus généralement, on peut aussi se poser la question du choix de l'énergie. Si les dirigeants d'il y a un siècle avaient privilégié l'eau plutôt que le pétrole, on vivrait dans un tout autre environnement. Depuis mon album "Oxygène", mes actions à l'Unesco comme à l'Onu m'ont sensibilisé très tôt au problème de l'environnement. Je suis heureux de voir que l'écologie est devenue "rentable" économiquement et... politiquement.



Réagissez à ce dossier
sur notre site

LaProvence.com

depuis mars dernier. Parfois avec retard. D'où la vigilance de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui veille au grain

ce n'est peut-être pas fini !

REPORTAGE

Dans l'enceinte de la Station de traitement, d'assainissement et de conditionnement

LES ROBOTS NE PEUVENT PAS NETTOYER SOUS LA TABLE

Vingt jours après avoir été pointé du doigt par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), le centre du CEA de Cadarache est de nouveau sous les projecteurs. Avec cette fois, une anomalie - la 6^e depuis le mois de mars, la 10^e depuis le début de 2008 - survenue dans le périmètre de l'installation "Leca Star" (Laboratoire d'examen des combustibles actifs et Station de traitement, d'assainissement et de reconditionnement). Un bâtiment aux murs de béton dont l'épaisseur dépasse le mètre, dans lequel on ne rentre ni ne sort sans son badge.

Le lieu, hautement sécurisé, abrite des cellules confinées dans lesquelles on étudie le combustible des réacteurs expérimentaux présents sur le site de Cadarache, ainsi que celui d'autres réacteurs, industriels ceux-là, exploités par EDF. Après étude, le combustible subit une procédure d'assainissement radioactif. Il sera ensuite soit retraité et conditionné pour être réutilisé dans une installation, soit stocké sur le site de Cadarache. "Depuis 1994 et jusqu'en 2006, vingt tonnes de combustible ont ainsi été traitées", résume Daniel Canas, le chef du service Leca Star.

Retour en arrière. Dimanche, le CEA, qui depuis plusieurs mois, procède au démontage des équipements de la cellule n°1 de Star afin de les moderniser, fait savoir qu'il se trouve en possession de 10 kg d'une matière contenant de l'uranium légèrement enrichi. Or le règlement pose que l'excès doit être au



► Un des 80 chercheurs du CEA affectés au laboratoire Leca Star présente une gaine. Elle renferme le combustible qui doit être étudié dans les cellules qui sont derrière les vitrages. / PHOTO STÉPHANE DUCLET

« Nous sommes en train d'assainir un site qui a 50 ans. Au fur et à mesure que nos chantiers avanceront, il y aura d'autres découvertes. »

maximum de 4 kg. Il y en a donc 6 de trop. "Nous avons prévenu l'ASN sans attendre, à la différence de ce qui s'est passé pour le plutonium le 6 octobre. L'ASN nous a sévèrement reproché d'avoir tardé, cette fois on a donc pris les devants", commentent Guy Brunel et Henri Nobert, les responsables de la communication

du centre de Cadarache. "Dans la foulée, le CEA a proposé de classer l'incident au niveau 1 sur une échelle qui en compte 7. Pour nous, il s'agit d'un problème normal. Nous sommes en train d'assainir le site qui fonctionne depuis 50 ans. Il est clair que le matériel a une durée de vie et que tout n'est pas prévisible. Au fur et à mesure que nos chantiers avanceront, il y aura d'autres découvertes. Le CEA ne critique pas l'ASN qui fait son travail : il faut tirer les leçons des incidents pour progresser. Dans le cas de Star, disons qu'on fait le ménage".

Ménage. Le terme est juste. Au sein de Star, aucun homme ne pénètre dans les cellules. L'espace intérieur n'est visi-

ble qu'au travers d'un épais vitrage au plomb. Dans la lumière jaune, on distingue les bras manipulateurs des robots qui placent sur un plan de travail les gaines renfermant le combustible contenant de l'uranium faiblement enrichi. Elles seront ouvertes et leur contenu fractionné. Au fil du temps, de la limaille, des copeaux métalliques et bien sûr de la matière radioactive se sont accumulés sous la table.

"Là où on ne peut pas nettoyer. Nos kilos en trop viennent de là", lance Daniel Canas. "Il va falloir tirer les leçons avec des plans de travail mieux conçus. Il faut réduire le nombre des endroits inaccessibles." ■

Jean-Luc Crozel

LES PRÉCÉDENTS

CINQ DOSSIERS ATOMIQUES EN PROVENCE

1/ L'été noir de la Socatri à Bollène.

La société Socatri gère à Bollène une usine spécialisée dans le traitement des résidus, qui produit des centaines de tonnes de déchets, de boues et de liquides contenant des dérivés d'uranium. Dans la nuit du 7 au 8 juillet 2008, une cuve est touchée par une fuite de substances uranifères et l'uranium se déverse dans un affluent du Rhône... D'autres incidents émaillent l'été, sans toutefois dépasser le niveau 1 sur une échelle qui en compte 7.

2/ Pierrelatte et Marcoule dans le collimateur des écologistes.

Ce gigantesque complexe est étendu sur deux sites, dont le Tricastin, où des filiales d'Areva et du CEA fabriquent et retraitent du combustible nucléaire. Ces deux entités stockent d'énormes quantités de déchets de très haute activité. Elles sont régulièrement mises en cause par les associations de défense de l'environnement pour leurs rejets gazeux et liquides, qu'ils soient autorisés ou accidentels. De même, les écologistes s'inquiètent des transferts d'uranium appauvri à bord de trains : la semaine dernière, plusieurs tonnes ont quitté Pierrelatte pour être expédiées... en Russie !

3/ Solérieux, Montoux et Bellegarde, ces décharges qui font peur.

Jusqu'en juillet 1999, la décharge de Solérieux a accueilli près de 34 000 tonnes de fluorures issues de l'usine de Pierrelatte, ce qui a alors été interdit

par la réglementation. A la même date était fermée la décharge de Montoux. Elle stockait 51 000 tonnes de silicates de soude, issues de la chimie. Enfin, la décharge de Bellegarde recueille la fluorine de la Socatri. Sa teneur en uranium est mille fois supérieure à la normale.

4/ Les bâtiments contaminés de Ganagobie.

Cette ancienne usine chimique des Alpes-de-Haute-Provence qui travaillait avec du carbone 14 a été fermée en 1996 par arrêté préfectoral. À l'époque, des condamnations ont été prononcées. Toujours contaminés, ses bâtiments sont placés sous la responsabilité de la mairie.

5/ Les failles du nucléaire de "proximité".

Sous le vocable de nucléaire "de proximité" se cachent les appareils de radiologie, de radiothérapie et de radiographie industrielle, ainsi que les laboratoires utilisant des matériaux radioactifs. Au printemps, les gendarmes de l'atome ont pointé "une rigueur de gestion insuffisante au sein de l'université d'Aix-Marseille II". Plus grave encore, une information judiciaire a été ouverte en 2008 par le parquet de Marseille, avec la mise en examen des responsables d'un laboratoire, situé sur le campus marseillais de Saint-Jérôme : ils sont soupçonnés d'avoir importé et exporté sans autorisation illégalement du carbone 14, une matière radioactive dangereuse. ■

F.G.

LA CLIC FAIT PART DE SES INQUIÉTUDES

► Installée il y a 15 ans, la Commission locale d'information de Cadarache (Clic) s'inquiète de la multiplication des incidents sur le site du CEA. Le dernier en date est "le sixième incident de niveau 1 en un an, soit deux de plus qu'en 2007 et 2008", observe Cyril Fourcaud, porte-parole de cette commission composée d'élus locaux, de personnalités qualifiées, de représentants d'association de défense de l'environnement, de syndicats et d'acteurs économiques. Selon lui, cette multiplication des incidents de faible ampleur nécessite à coup sûr "une vigilance accrue de la part de l'exploitant et des autorités de contrôle", mais pas de quoi s'alarmer pour autant, dans la mesure où "le renforcement de la réglementation qui découle de la loi "transparence et sécurité nucléaire" de juin 2006 a rehaussé le niveau d'exigence, ce qui peut logiquement induire un nombre d'incidents plus élevé." La Clic prend toutefois l'affaire très au sérieux. Après l'incident à l'Atelier de technologie du plutonium (ATPu), déclaré le 6 octobre par le CEA, deux réunions supplémentaires ont été programmées. Celle de la commission "Environnement" de la Clic, qui entendra l'exploitant et les autorités de contrôle le 9 novembre prochain, et celle de la Clic dans son ensemble, qui tiendra une réunion plénière extraordinaire le 18 novembre, "pour faire le point de la situation, en présence du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN)". En marge de cette actualité, la Clic se félicite des incidences positives de la loi "transparence et sécurité nucléaire", qui a notamment transformé l'ASN en autorité de contrôle indépendante, lui permettant, selon Cyril Fourcaud, "d'être plus dans son rôle" qu'auparavant.

Hervé Vaudoit